Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 44 (1971)

Heft: 3

Artikel: Une conférence de M. Georges-André Chevallaz à Yverdon : Europe et régionalisation

Autor: J.B.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-127052

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Une conférence de
M. Georges-André Chevallaz à Yverdon

Europe et régionalisation

Au titre de commune d'Europe, Yverdon avait un intérêt particulier à recevoir ce brillant avocat du fédéralisme européen qu'est M. G.-A. Chevallaz, syndic de Lausanne et président de l'Association suisse des communes d'Europe. Devant un auditoire où l'on remarquait la plupart des personnalités yverdonnoises, l'orateur a démontré l'importance de la région au sein d'une Europe unie dont chaque jour nous rapproche de la réalisation.

De cette Europe, M. Chevallaz s'est attaché tout d'abord à mettre en lumière l'évidente nécessité. Nécessité en regard des sanglants affrontements dont notre continent fut le théâtre dans un passé encore récent. Nécessité d'une troisième force tant politique qu'économique face aux «supergrands» de l'Est et de l'Ouest. Enfin et surtout, nécessité toute particulière pour notre pays de s'intégrer à cette entité dont il est géographiquement et historiquement solidaire.

Mais si l'Europe unie est une fin inéluctable, les voies qui y conduisent sont diverses et s'opposent en deux tendances fondamentales: centralisme et régionalisme.
Du centralisme, la tendance chère aux signataires du Traité de Rome, M. Chevallaz a dépeint les dangers dont le plus certain est le creusement d'un fossé de plus en plus profond entre les autorités faîtières et la base. Conséquence de cet éloignement: l'homme de la rue n'aura plus d'elles qu'une lointaine image télévisée et se sentira d'autant moins concerné par leurs décisions qu'il n'aura pas participé à leur élaboration.

Second danger distingué par M. Chevallaz, le développement irrésistible d'une administration toute-puissante, voire totalitaire, qui, par sa force d'inertie et son inamovibilité, échappera plus ou moins complètement à tout contrôle efficace de la part des autorités politiques et judiciaires élues.

La régionalisation, tout au contraire, selon M. Chevallaz, permettra de passer à côté des écueils précités. A ses yeux, l'avantage premier de cette politique est la sauvegarde complète de la personnalité historique, culturelle et économique de la région. D'autre part, une péréquation financière intelligente stimulerait l'économie des régions marginales actuelles. L'ignorance de cette nécessité d'équilibre dans le développement des régions amènerait, comme l'a relevé M. Chevallaz, une inévitable crise telle que la connaît l'Italie aux prises avec le Mezzogiorno sous-développé.

Autonomie active

Enfin, la régionalisation laisserait aux communautés locales leur autonomie active et leur représentativité, fondement de la démocratie, ce sentiment trop profondément européen pour être impunément négligé.

Mais il s'agit de définir ces régions de l'Europe de demain. Plusieurs critères sont à disposition pour en esquisser les limites. Critère économique en premier lieu: La région se cristalliserait autour d'un centre urbain actif. Mais l'économie n'est pas tout et il faudra aussi tenir compte des particularités culturelles, sociales, voire religieuses propres à chacune d'elles.

M. Chevallaz poursuivit son exposé par une analyse des différentes expériences auxquelles se sont livrés les gouvernements européens dans ce domaine: la RFA, avec ses Länder arbitrairement découpés par les Alliés dans l'ancien Reich; la tentative française de régionalisation mal comprise par le peuple et dont on connaît les conséquences; la Belgique dont le démembrement en zones linguistiques ne satisfait personne et, bien sûr, la Suisse dont les aspects sont trop connus pour être rappelés ici. Mais pour M. Chevallaz, la solution finale sera vraisemblablement non pas le fait des gouvernements nationaux, mais sera voulue par les intéressés de la base, c'est-à-dire les communes. Non les communes au sens actuel du terme, car leur faiblesse et leur atomisation s'opposeraient à toute réalisation d'envergure, mais des ensembles dont l'image nous est actuellement donnée par les syndicats et les associations communales constituées pour faire face à des problèmes communs. Cette solution serait, pour M. Chevallaz, la seule qui permettrait une juste représentation et partant un équilibre stable des forces en présence.

Reprenant ses arguments, M. Chevallaz a conclu en souhaitant que les intéressés prennent conscience de la nécessité de trouver en eux-mêmes la force et le dynamisme pour se faire entendre des constructeurs de l'Europe unie. Et pour cela, développer sur tous les plans l'information et les actions, afin de faire comprendre au public l'importance des problèmes en cause. J. B.

«Gazette de Lausanne»